

COSTA RICA

L'expansion de l'économie devrait se poursuivre à un rythme rapide. La croissance sera tirée par le dynamisme de la consommation des ménages et par la hausse des exportations causée par le raffermissement de la demande aux États-Unis. L'inflation, qui commence à se redresser, reviendra à la fin de 2016 dans la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif par la banque centrale.

Malgré la vigueur de la reprise en cours, le taux de chômage reste élevé, surtout pour les plus démunis, qui pâtissent aussi de l'ampleur de l'économie informelle et de la baisse de leur taux d'activité. Des mesures ciblées sont nécessaires pour rendre le marché du travail plus inclusif, en particulier pour les femmes. Améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité des transferts monétaires contribuerait à faire reculer la pauvreté, dont le niveau est élevé.

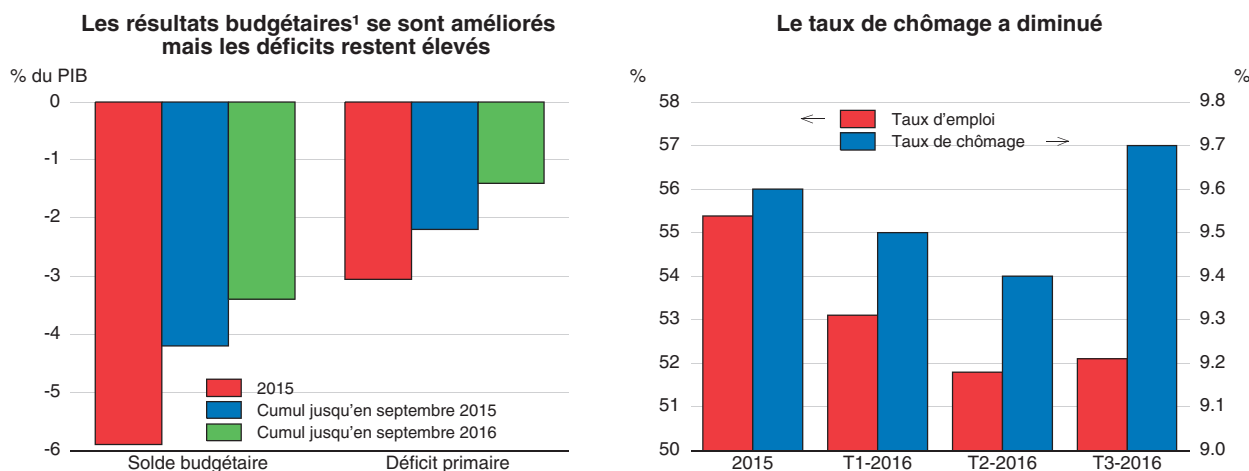
Une réforme budgétaire s'impose. Au premier semestre de 2016, les résultats budgétaires se sont améliorés grâce à des mesures de maîtrise des dépenses et à une amélioration de la perception des impôts. Toutefois, la dette de l'administration centrale a continué d'augmenter, à cause de lourdes charges d'intérêts qui limitent les marges de manœuvre budgétaires. La maîtrise des dépenses publiques continuera à peser sur la stabilité interne jusqu'à l'application de mesures destinées à accroître les recettes.

L'activité s'accélère à un rythme soutenu

La croissance a été forte au premier semestre de 2016, sous l'impulsion de la consommation des ménages. La consommation publique s'est ralentie en raison de la limitation des dépenses publiques. Malgré la vigueur de l'expansion économique, le marché du travail reste peu dynamique et le taux d'emploi est en baisse. Le taux de chômage a diminué, mais cela s'explique surtout par la réduction du taux d'activité.

Les prix à la consommation ont baissé au cours du premier semestre de 2016, en raison de la chute des cours du pétrole et de la stabilité du taux de change. Sous l'effet

Costa Rica



1. Administration centrale.

Source : Données des Ministère des finances et de la banque centrale du Costa Rica.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933439808>

Costa Rica : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012)				
PIB aux prix du marché	24.8	3.0	3.8	4.1	4.0	4.0
Consommation privée	16.5	3.5	4.4	4.6	4.6	4.4
Consommation publique	4.4	2.9	2.4	1.3	2.5	3.2
Formation brute de capital fixe	4.8	2.9	8.5	2.2	5.1	5.0
Demande intérieure finale	25.7	3.3	4.8	3.5	4.3	4.3
Variation des stocks ¹	-0.2	-0.4	0.0	0.2	0.6	0.0
Demande intérieure totale	25.5	2.9	4.8	4.3	4.6	4.3
Exportations de biens et services	7.8	3.4	2.5	8.9	5.3	5.1
Importations de biens et services	8.5	3.1	5.5	9.0	6.7	5.7
Exportations nettes ¹	-0.7	0.0	-1.2	-0.4	-0.8	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.7	3.3	0.8	4.0	5.5
Indice des prix à la consommation	—	4.5	0.8	0.0	2.5	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	4.2	0.2	-0.6	1.6	1.9
Taux de chômage	—	9.6	9.6	9.5	9.3	9.0
Balance des opérations courantes ²	—	-4.8	-4.3	-2.6	-3.0	-3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441591>

d'une politique monétaire accommodante, l'inflation a recommencé à augmenter au troisième trimestre et devrait s'inscrire en fin d'année dans la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif par la banque centrale.

Une réforme budgétaire s'impose d'urgence

Au premier semestre de 2016, le déficit de l'administration centrale a diminué en raison des mesures de maîtrise des dépenses qui ont été adoptées et du dynamisme des recettes. Toutefois, les marges de manœuvre budgétaires sont limitées par la hausse persistante du ratio dette/PIB et par l'ampleur des charges d'intérêts, qui absorbent 20 % des recettes totales. La réforme fiscale a progressé dans une certaine mesure, puisque 6 des 13 projets qui la composent ont été adoptés. Néanmoins, deux importants projets de loi qui visent à remplacer la taxe sur les ventes par un système complet de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et à réformer l'impôt sur le revenu sont toujours en cours d'examen par l'assemblée législative.

Il faut adopter cette réforme fiscale dès que possible. Les dispositions relatives à la TVA et à l'impôt sur le revenu permettraient de réduire le déficit budgétaire de quelque 2 % du PIB au cours des deux prochaines années et contribueraient à stabiliser le ratio dette/PIB. Ces deux projets de loi sont judicieux, car ils auraient pour effet d'élargir les bases d'imposition, et l'instauration de la TVA constitue un moyen propice à la croissance d'augmenter les recettes fiscales. De nouvelles initiatives de maîtrise des dépenses ou d'autres mesures budgétaires, représentant 1 % de PIB d'économies, seront nécessaires pour placer fermement la dette publique sur une trajectoire descendante. À cet égard, les

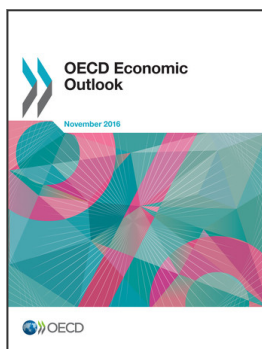
autorités devraient s'attacher avant tout à réformer le système d'emploi public afin d'empêcher des hausses automatiques excessives des rémunérations, ainsi qu'à améliorer l'efficacité du secteur public.

La croissance devrait être vigoureuse, mais ces perspectives sont entourées de fortes incertitudes sur le plan intérieur

La croissance devrait rester vigoureuse. Elle sera tirée par la consommation des ménages, qui bénéficiera de prix du pétrole encore bas, de faibles taux d'intérêt et de l'expansion du crédit. L'investissement repartira à la hausse, stimulé par des projets d'investissements dans les infrastructures. Parmi les facteurs favorisant une croissance forte, on peut citer aussi la reprise aux États-Unis, qui s'annonce solide selon les prévisions et devrait alimenter le développement des exportations, la croissance ferme du crédit, et la poursuite de la politique de relance monétaire menée au Costa Rica.

Compte tenu de la croissance décevante de la productivité du travail, il est nécessaire de prendre des mesures pour favoriser l'innovation et améliorer l'accès aux financements ainsi que pour intensifier la concurrence et renforcer les infrastructures de transport. Améliorer la qualité de l'éducation et les perspectives professionnelles des femmes permettrait de réduire les inégalités, en élargissant le champ des possibilités d'emploi et en répartissant mieux les gains de prospérité.

L'évolution de la situation budgétaire est le principal risque qui pèse sur les perspectives actuelles. Le gonflement de la dette publique rend l'économie vulnérable à des changements soudains sur les marchés de capitaux. En outre, les importants besoins de financement bruts des administrations publiques pourraient faire augmenter les taux d'intérêt dans le pays, au détriment de l'investissement et de la consommation privés, et limiter la transmission de la politique de relance monétaire aux taux d'intérêt débiteurs. En outre, le Costa Rica étant une petite économie ouverte, les évolutions de l'environnement externe, comme une hausse des prix internationaux de l'énergie ou des poussées d'instabilité sur les marchés, revêtent une importance cruciale. Des épisodes de volatilité financière extrême, des incertitudes politiques sur les marchés internationaux et une dépréciation du peso pourraient compromettre la stabilité du système bancaire, compte tenu de sa forte dollarisation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Costa Rica », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-13-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.